

● (2020)

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que cela arrive, monsieur le Président. Nous devrions nous rappeler que des démocraties se servent du pouvoir comme des dictatures. La démocratie d'Athènes n'agissait pas autrement. Un empire athénien a cherché à imposer sa volonté à d'autres peuples. Une démocratie, je le répète, peut abuser de son autorité, de son pouvoir. Elle peut violer ses propres normes en traitant avec d'autres États. La prétendue décision collective d'un groupe d'États d'envahir un autre État n'a aucun fondement moral—ni même juridique—à mon sens.

Le point que je veux ensuite faire valoir, c'est que deux dispositions importantes de la charte de cette réunion d'États des Petites Antilles ont été violées. La première prévoit qu'une telle action doit être le fait d'une décision unanime. La Grenade est membre de cette organisation. Cela ne devrait pas surprendre beaucoup de monde d'apprendre que la Grenade n'a pas participé à cette décision. C'est là une première atteinte à la charte même de cette organisation. La seconde disposition, qui est très importante, prévoit qu'une action entreprise collectivement par des membres de l'Eastern Caribbean Organization doit être dirigée contre un agresseur du dehors qui s'en est pris à l'un de ses membres. Encore une fois, monsieur le Président, cette disposition ne devait pas jouer.

Par conséquent, monsieur le Président, les trois arguments qui ont été fournis très sérieusement par les médias américains, le président des États-Unis et le secrétaire d'État américain ne sont tout simplement pas valables et nous, à la Chambre, à l'instar du reste du monde civilisé qui se veut honnête, devons faire face à la réalité.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** J'ajouterai également, monsieur le Président, que l'action entreprise contre la Grenade par cet assemblage d'États viole le traité de Rio. Il viole les principes du droit international et contrevient à la Charte des Nations Unies. Il contrevient au préambule de la Charte ainsi qu'à son article I<sup>er</sup> et à son article II. Spécialement, l'article II de la Charte des Nations Unies dispose que les membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'abstenir «de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit...»

Je dis en passant, monsieur le Président, que par une triste ironie du sort, l'attaque contre la Grenade a eu lieu le lendemain du 39<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, ces Nations Unies dont le nom même a été suggéré par ce très distingué, ce très grand démocrate qu'était Franklin Delano Roosevelt. Je crois que si M. Roosevelt vivait aujourd'hui, il s'inquiéterait fort de l'outrage commis contre les principes mêmes de la démocratie, contre les principes mêmes de collaboration sur lesquels l'Organisation des Nations Unies a été fondée et en faveur desquels il avait tant travaillé.

Je voudrais maintenant aborder, monsieur le Président, ce que je considère comme étant les vraies raisons de l'invasion de la Grenade. Elles sont inquiétantes pour nous dont le pays fait partie des Amériques. Elles sont également inquiétantes en cette conjoncture bien particulière de l'histoire mondiale où les

### Article 30 du Règlement

choses sont si précaires, où l'armement nucléaire rend tout à fait possible l'oblitération de l'humanité. Je pense, et ce ne sont pas les preuves qui manquent—si le temps me le permettait je ne serais que trop heureux de les exposer—que le gouvernement Reagan, non pas le gouvernement Carter ni un grand nombre de membres du Congrès ou de sénateurs américains mais le gouvernement Reagan, se livre à une guerre non déclarée contre le Nicaragua. Il a favorisé l'abolition des droits de l'homme au Salvador, et il appuie la dictature qui sévit au Guatemala. Pour un démocrate ce sont là des vérités désagréables. Ce sont des vérités désagréables pour beaucoup de membres du Congrès américain.

Le gouvernement Reagan est en train je pense d'embrigader l'ensemble de l'Amérique centrale dans une croisade. Il fait tout ce qu'il peut pour embrigader la région et une bonne partie de ses habitants dans une croisade contre toute espèce de régime politique qu'il est possible de considérer comme ayant des idées de gauche au sens moderne du terme. Dans cette guerre sainte ou plutôt impie, on appuie toute espèce de régimes de droite, à la condition qu'ils appuient le gouvernement des États-Unis. Monsieur le Président, tout comme au temps des croisades, les chefs d'État qui se disaient chrétiens ont dénaturé les principes mêmes de la morale chrétienne, au nom de la chrétienté, nous voyons maintenant les gens de l'administration Reagan dénaturer totalement, au nom de la démocratie, les principes les plus fondamentaux de la démocratie. George Orwell nous a montré ce que tout cela signifiait.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** C'est dans ce contexte, monsieur le Président, que je dis que l'attaque contre la Grenade était un événement qui, dans l'esprit de l'administration Reagan, n'attendait qu'un prétexte pour se produire. Si nous, dans cette Chambre, ne proclamons pas sans le moins de détours possible que cette action est inacceptable, si nous ne faisons pas bien comprendre que l'administration Reagan commet des actes qui sont fondamentalement répréhensibles, nous trahissons nos propres traditions de peuple démocratique et nous laissons aussi tomber les millions de démocrates américains qui condamnent ces agissements de leur gouvernement.

**Le président suppléant (M. Corbin):** Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est terminé. Il peut poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Est-on d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. Broadbent:** Je remercie les députés. Je vais essayer de conclure rapidement.

Les Communes du Canada doivent faire savoir clairement qu'elles n'approuvent pas ce genre d'activité, ce comportement agressif dirigé contre la nation de la Grenade, car si les États-Unis,—je précise encore une fois que je parle de l'administration actuelle des États-Unis—se font pardonner cela, et c'est pourquoi le président Reagan paraît encore une fois à la télévision ce soir, je demande alors si le Nicaragua peut être loin derrière! Et après le Nicaragua, est-ce que ce sera le tour de Cuba? Puis celui de la République dominicaine? Et qui sait de qui d'autre ensuite!